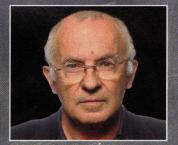
Ils ont tué l'école!

Gourous. Nos enfants paient le prix de vingt ans de réformes absurdes. Dans son dernier livre, Carole Barjon dénonce les responsables.

PAR VIOLAINE DE MONTCLOS

otre école, on le sait, va mal. Les classements internationaux le prouvent, les parents d'élèves le constatent chaque jour, l'Education nationale échoue désormais à la transmission des savoirs les plus élémentaires, jargonne jusqu'à la

folie, abandonne surtout à leur sort un pourcentage effarant d'élèves qui, devenus adultes, ne maîtriseront ni le français ni le calcul, n'auront que de très vagues notions d'histoire. Alors, évidemment, la rentrée charrie tous les ans son lot d'essais au vitriol, qui dressent le même constat sans jamais désigner, au-delà du ministre en poste, les vrais responsables du naufrage. Et pourtant, ils existent, ces directeurs de l'enseignement scolaire, ces membres du Conseil des programmes, ces inspecteurs généraux, ces conseillers spéciaux et même ces influents universitaires qui, depuis vingtans, souvent en coulisse, ont œuvré à ce désastre. Pour les identifier, Carole Barjon, journaliste politique à L'Obs, a longuement enquêté. En se concentrant sur l'enseignement du français – on sait qu'aujourd'hui 20% d'une tranche d'âge entrant en 6e ne maîtrise pas notre langue –, elle a remonté



DUBET L'IDÉOLOGUE Selon Marcel Gauchet, il est le « vrai penseur organique du ministère ». La création des IUFM, la loi Jospin de 1989, le socle commun, en fait la plupart des grandes réformes des vingt dernières

années se sont faites sous son influence.



DERNIER PROGRAMMATEUR EN DATE Président du Conseil supérieur des programmes qui entérine, dans la réforme du collège, moins d'heures de français

et une grammaire qui peut être

abordée « à l'occasion ».





L'IMPÉRATRICE DU PRIMAIRE déléguée chargée de l'Enseignement scolaire, elle règne sur la maternelle et le premier degré depuis la fin des



Directrice générale de l'enseignement scolaire. Son mot célèbre ? « On n'a pas forcément besoin d'un enseignant pour apprendre. Dans certains cas, les élèves apprennent mieux en se parlant les uns



LE PAPE DES PÉDAGOGUES

Il préconise le « savoir-faire » et le « savoir-être » au détriment du seul savoir, défend les « compétences transversales ». Il a pendant vingt-cinq ans eu l'oreille de presque tous les ministres.



LE HÉROS DE LA MÉTHODE GLOBALE Il est le champion de la méthode globale, qui, sous son influence, a continué à être appliquée, en dépit des directives ministérielles et des rapports catastrophiques sur ses conséquences.



ALAIN BOISSINOT LE DÉCONSTRUCTEUR

Lecteur de Bourdieu, il a travaillé à la direction des collèges et lycées sous Bayrou, a été directeur de l'enseignement scolaire sous Allègre, directeur de cabinet de Ferry en 2002 et président du Conseil supérieur des programmes.



ALAIN VIALA LE DÉCLOISONNEUR

Admirateur de Bourdieu lui aussi, chargé par Claude Allègre en 1993 de remanier les programmes de français, il défend l'interdisciplinarité. la pratique de la « séquence » et du « décloisonnement ».

le fil des décisions, pisté les rapports jamais rendus, cerné les personnes d'influence et autres inspirateurs de réforme, trouvé et nommé les fautifs. Enfin.

La galerie de portraits qu'elle tire de cette enquête est captivante, caril n'est pas question de lyncher ces décideurs, certains connus, d'autres moins, en place publique, simplement de comprendre comment, avec les meilleures intentions, on fait de mauvais choix. Personne ne décide sciemment de sacrifier 20 % d'élèves. Ces «assassins de l'école», que l'auteure a pour nombre d'entre eux rencontrés, ont vraiment souhaité l'égalité, le bien-être, la réussite des élèves, et ils ont vraiment cru que les méthodes, les programmes, les pédagogies qu'ils défendaient y contribueraient. Le plus fascinant est d'ailleurs que certains d'entre eux, aujourd'hui, admettent sans détour qu'ils se sont trompés. Leur faute est d'avoir grenouillé en vase clos, de ne pas avoir écouté les avis divergents et les lanceurs d'alerte, d'avoir surtout péché par idéologie sur un terrain, l'enseignement, qui devrait depuis longtemps en être protégé. Et au fond le récit de ces manquements, véritable antimanuel politique, est moins désespérant qu'on ne croit. Car preuve est faite que les responsabilités individuelles ne se délitent pas dans l'exercice compliqué du pouvoir: il y a bien des gens qui, à un moment donné, font des choix, paraphent des rapports et des lois qui vont influencer vraiment le cours des choses. Il y a donc des leçons à tirer d'urgence. Et des erreurs à ne plus commettre

EXIRAITS

La faute aux « deux Alain »

«Boissinot-Viala»: sous le règne de Claude Allègre, c'est ce duo infernal qui a modifié de fond en comble l'enseignement du français (...). Dans la foulée de leur passion commune pour Bourdieu, un autre lien unit les deux Alain: leur combat contre cette «connivence culturelle» des élites, au sein de l'Association française des enseignants de français (AFEF), alors très influente... et dont Alain Boissinot avait pris le contrôle en 1979. Fondée à la fin des années 60, cette association, regroupant des professeurs de

lycée et de collège mus par un même «idéal social et scientifique», veut «accompagner» les réformes de l'enseignement du français. Thème de travail, l'année où Boissinot en était devenu le secrétaire général: l'« interdisciplinarité». Déjà... (...) Cet entêtement à «déconstruire» en singeant Jacques Derrida et Roland Barthes a pour résultat de démolir ce qu'ils n'ont pas réussi à défaire. Et, à force de déconstruire, Boissinot et Viala ont fini par brouiller tous les repères. Le résultat est encore que parents et enfants, enseignants et parents ne se comprennent plus. Le jargon accentue la coupure entre le monde de l'école et celui des familles, comme le dénonce le sociologue Jean-Pierre Le Goff: «Le vocabulaire nouveau que les enseignants emploient après être passés par les stages pédagogiques

accentue encore les malentendus. Parents et enseignants ne parlent plus le même langage.» Le pire est surtout qu'«on a remplacé une culture élitaire par une culture antiélitaire qui est franchement élitiste», selon l'ex-recteur Alain Morvan.

Roland Goigoux, l'homme global Goigoux et ses amis l'affirmaient déjà dans les années 80 et ils ont continué au cours des deux décennies suivantes, au mépris de l'évidence. Sans tenir aucun compte du désarroi des parents confrontés aux manuels « Ratus » ou « Crocolivre ». Ni des témoignages d'instituteurs ou des professeurs de collège qui constataient, quelques années plus tard, les dégâts de la « lecture-devinette».«Lorsqu'on les entend lire à haute voix, on identifie immédiatement les élèves qui ont appris avec des méthodes globales et les autres, confirme Cécile Revéret, professeure de français de collège, aujourd'hui retraitée depuis peu. Les premiers ont une lecture hachée, hésitante. Les seconds sont fluides.» Mais rien à faire. Pour l'inspecteur Goigoux, tous ces arguments ne servent qu'à alimenter « un faux débat ». D'ailleurs, «la guerre des méthodes est finie», écrit-il, expéditif, en 2005, comme



« Mais qui sont les assassins de l'école? », de Carole Barjon (Robert Laffont, 224 p., 18 €). Parution le 26 septembre.

pour tenter de dissuader le ministre Robien, dont il connaît les intentions, de s'attaquer aux méthodes globales. Comme pour les autres nouveaux gourous de l'Education nationale, dès qu'on s'avise de formuler une critique, c'est toujours « un faux débat »... A croire que Roland Goigoux ne connaît ni la réalité dans les classes, ni le constat effectué à la même époque par d'autres spécialistes de l'enseignement du français, comme le professeur Alain Viala, président du groupe d'experts des programmes de français jusqu'en 2002. Nommé par Claude Allègre, celui-ci, peu suspect de conservatisme excessif, explique, au contraire, que dans les années 2000 «la méthode globale était bien installée». Et elle a même « continué », car les élèves ont conservé « les mêmes manuels scolaires».

La radicalité de François Dubet

Dès le milieu des années 90, les idées de Dubet sont en effet très arrêtées, pour ne pas dire radicales. Inlassable défenseur du collège unique qui doit délivrer une «culture commune», il refuse de «concevoir que certains élèves aient plus de culture commune que d'autres». Il plaide alors pour un «smic culturel» et pourfend les notions de «mérite» et d'«égalité des chances», qui n'aboutissent, selon lui, qu'à «créer les conditions d'une compétition pure», mais «ne freinent en rien le creusement des inégalités scolaires». (...) Logique, il préconise donc depuis toujours l'« égalité des résultats ». « Il faut des programmes modestes», dit-il encore aujourd'hui. «Ce qui m'intéresse, ce n'est pas ce que les élèves sont censés apprendre », mais leur épanouissement afin qu'ils cessent enfin «d'avoir peur de l'école». Quitte à ce que le niveau de l'enseignement baisse? Oui. Il y a quelques années, il s'exclamait en effet: «Ceux qui ne cessent de dénoncer la baisse du niveau imaginent souvent que l'école aurait pu se massifier tout en maintenant le niveau. » Ce qui était déjà une façon de reconnaître la baisse du niveau qu'il s'acharnait pourtant à nier... En 2001, François Dubet était plus jusqu'au-boutiste encore. Il préconisait alors franchement la baisse du niveau: les contenus du collège devaient être adaptés à «ce que doit savoir le plus faible des élèves quand il en sort ». Au moins, c'était clair

Pour François Dubet, les contenus du collège devaient être adaptés à « ce que doit savoir le plus faible des élèves quand il en sort ».